

pays, ayant à envisager les mêmes considérations que nous, a dit devant le Parlement australien, le 4 décembre dernier, que "si un conflit éclate du genre de celui qui est envisagé et qui est autorisé par la résolution [de l'ONU], des navires [australiens] seront mis à la disposition de la flotte alliée pour participer à une action militaire..."

Le Président François Mitterrand de la France, chef du Parti socialiste de ce pays, a clairement énoncé la position de son pays quand il a dit : "La France considère comme un principe irréductible le fait que le Koweït doit être évacué. Et d'autre part, [la France] considère que le délai de l'ultimatum fixé au 15 janvier ne peut pas être repoussé, retardé, sous quelque prétexte que ce soit... Si les conditions posées n'étaient pas réunies... alors la France remplirait son devoir."

Au Royaume-Uni, le Premier ministre Major a été tout aussi clair et ferme sur ce point. Et Neil Kinnock, le chef de l'Opposition au Royaume-Uni, a dit la semaine dernière : "[Le Parti travailliste] ne va pas, dans le but de se distancier du gouvernement, se distancier de nos forces et des Nations Unies." Et nous savons maintenant qu'aux États-Unis, les deux chambres du Congrès ont donné un vote d'appui à l'Administration en vue de l'application de la résolution 678 de l'ONU, pour expulser du Koweït les forces de Saddam Hussein.

Le Canada a suivi dès le début une politique à deux volets : travailler pour la paix tout en se préparant pour les hostilités en cas d'échec de la diplomatie. D'ailleurs, les faits montreront que depuis le jour où l'Irak a envahi le Koweït, nous avons mené des efforts diplomatiques intenses pour trouver une solution pacifique à cette crise. Nous avons tenu de nombreuses consultations dans la région du Golfe et ailleurs, fait ressortir l'importance de l'ONU comme instrument de la riposte mondiale, insisté sur un retrait rapide de l'Irak et conseillé la prudence à nos alliés. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Clark, vous exposera en détail les principaux efforts que nous avons déployés depuis le mois d'août dernier lorsqu'il prendra la parole dans ce débat un peu plus tard aujourd'hui. J'ai la conviction que nous avons fait tout ce qui était possible pour que cette crise connaisse un dénouement pacifique.

Personne ne veut la guerre, encore moins ceux qui devront porter les armes. Je suis certain que tous les députés et tous les Canadiens admirent comme moi le dévouement et le professionnalisme des membres du contingent que nous avons envoyé dans le golfe Persique. Et je suis convaincu que, quelles que soient nos divergences d'opinion, nous saurons dans cette Chambre assurer ces femmes et ces hommes exceptionnels et courageux de notre appui unanime. Ils sont là-bas pour défendre les valeurs et les intérêts de tous les Canadiens et ils méritent entièrement notre reconnaissance et notre appui. Eux et leurs familles peuvent être assurés de nos prières pour qu'ils reviennent sains et saufs.

S'il y a la guerre, des Canadiens seront en danger. Saddam Hussein a menacé ouvertement d'utiliser des armes de destruction massive dans la région du Golfe, ainsi que de soutenir des activités terroristes à l'étranger. Nous avons donc